

extérieure dépasse en tout 300 milliards de dollars, ce qui fait du Canada un des plus gros pays débiteurs du monde. Pendant les années 1980, notre taux de productivité nationale n'a pas suivi celui d'autres pays, les États-Unis en particulier.

Ce sont là des signaux d'alarme; plus encore, ce sont des signes de danger, des « alertes maximales » auxquels nous passons outre à nos risques et périls. Le moment est venu pour le monde des affaires, les syndicats et les gouvernements du Canada de se réveiller. Fini le temps des démarches graduelles : nous devons réagir immédiatement, et les gouvernements fédéral et provinciaux doivent, pour cela, adopter un plan d'action combiné.

Et si je devais donner la préséance à un objectif parmi tous les autres, je choiserais l'amélioration de la productivité canadienne. Nous devons rendre notre économie plus efficace et obtenir de meilleurs revenus par rapport aux dépenses. Cela fait, une grande partie du reste suivra.

L'accroissement de la productivité amorce un processus en spirale qui débouche sur de meilleures marges bénéficiaires, augmente les capitaux à investir, fait monter les salaires réels, et améliore la qualité de vie.

Plus nous sommes productifs, plus nous sommes compétitifs, ce qui nous permet de réduire notre déficit courant et d'accroître nos revenus de manière à faire diminuer le déficit global. L'amélioration de la productivité annonce de meilleures conditions économiques.

Et les chiffres le prouvent. Dans les années 1950 et 1960, le Canada a prospéré, car au cours de cette période, la productivité annuelle de la main-d'oeuvre a augmenté de 4 p. 100 en moyenne. Dans les années 1980, ce taux est tombé à 1,5 p. 100. La productivité multifactorielle est demeurée au même point.

Pour accroître la productivité, il faut intervenir sur les plans macro-économique et micro-économique.

Et en ce qui concerne la politique officielle, nous devons nous engager à suivre deux principes immuables.

1. Les gouvernements fédéral et provinciaux ne doivent prendre de l'ampleur que dans la mesure où le pays peut se le permettre sans emprunter. Il nous faut réduire le pourcentage que les dépenses fédérales et provinciales représentent par rapport au revenu national.
2. Tous les gouvernements doivent s'abstenir d'accroître les impôts. C'est là aussi un aspect vital. Pour que le pays redevienne compétitif sur la scène mondiale, il ne faut plus augmenter les taux d'imposition. La stratégie de réduction